



Conference of European Churches • Conférence des Églises Européennes • Konferenz Europäischer Kirchen • Конференция Европейских Церквей

## **Pour une Europe fondée sur des valeurs partagées et une espérance commune**

### **Lettre ouverte des responsables d'Églises aux dirigeants politiques en Europe**

A la veille du 50<sup>e</sup> anniversaire des Traités de Rome, des responsables d'Église et participants de 50 Églises et 28 pays de toute l'Europe se sont réunis à Bruxelles les 12 et 13 décembre 2006 à l'invitation de la Commission Église et Société de la Conférence des Églises européennes.<sup>1</sup> Nous nous sommes retrouvés à un moment clé du débat sur l'avenir de l'Europe et du Traité constitutionnel de l'Union européenne.

Nous préparons la Troisième Assemblée Oecuménique qui se tiendra à Sibiu (Roumanie) en septembre 2007 avec nos Églises. Là-bas, des femmes et des hommes de presque toutes les Églises en Europe se retrouveront, nous allons réfléchir sur ce que signifie être Église en Europe aujourd'hui.

Nous croyons que la foi met sa confiance en Dieu en tant qu'acteur dans la réalité quotidienne. L'héritage spirituel du christianisme constitue une source d'inspiration et d'enrichissement pour l'Europe. La religion est un facteur vivant et constructif de la sphère sociale.

Nous souhaitons partager avec vous, dirigeant(e)s politiques européen(ne)s, nos soucis et notre espérance pour l'avenir de l'Europe et notre rôle vis-à-vis d'elle. En particulier, notre conviction est que la poursuite du processus d'intégration européenne est nécessaire, fondé sur des valeurs partagées et une vision commune.

#### **1. L'Europe – Un continent uni dans la diversité**

Au cours de l'intégration européenne, une vision commune et un engagement sur des valeurs partagées se sont reflétés dans les institutions qui ont donné corps au processus. Le Conseil de l'Europe et l'OSCE promeuvent une Europe construite sur le respect des droits de la personne humaine, la liberté religieuse, la démocratie et la prééminence du droit. La réconciliation et la solidarité sont les pierres angulaires de ce qui est devenu l'Union Européenne.

Les valeurs fondamentales doivent demeurer vivantes et être mises en pratique en tant que critères des décisions politiques. La majorité de la population européenne jouit à présent de la liberté et des droits humains fondamentaux et n'est plus confrontée à la guerre et aux conflits violents. Cependant, les effets négatifs d'une Europe jadis divisée sont toujours évidents et exigent pour être surmontés, une mise en œuvre complète de ses valeurs originelles. Les Institutions européennes et leurs États membres ont la responsabilité d'assurer leur pérennité.

---

<sup>1</sup> Le projet a bénéficié d'une subvention de la Commission européenne DG Culture et Education.

Tandis qu'une partie de l'Europe s'est unie plus étroitement, la diversité caractérise toujours l'identité du continent. Cette diversité des identités de culture, de tradition et de religion doit être respectée.

L'Europe n'est pas synonyme d'Union européenne. L'UE a la responsabilité de travailler étroitement avec tous les pays européens et de faire en sorte que ses politiques de voisinage conduisent à des relations justes, équitables et solidaires avec ses voisins. Nous en appelons aux responsables politiques européen(ne)s pour qu'ils/elles renouvellent leur engagement pour une Europe unie, ainsi que pour des valeurs et politiques communes.

## **2. L'Europe : un continent de valeurs partagées**

### **2.1 Paix et réconciliation**

L'intégration européenne joue encore un rôle majeur pour assurer la paix et la réconciliation entre les Etats membres de l'UE. Après la fin de la Guerre froide, son extension fait naître l'espoir que la guerre et les conflits violents entre l'ensemble des pays européens deviendront aussi impensables. L'UE joue un rôle toujours plus important dans la prévention et la résolution des conflits. Nous voulons que ce rôle contrebalance le développement récent des capacités militaires par le renforcement des initiatives non militaires telles que la création d'un Institut européen pour la Paix, avec pour mission la recherche, le soutien et le renforcement des efforts conjoints des Etats européens en matière de formes non-violentes de prévention, de médiation et de gestion des conflits.

### **2.2 Intégration européenne**

L'intégration européenne invite les peuples à développer leurs relations et pas seulement dans le domaine politique et économique. L'approfondissement des relations et l'élargissement géographique sont inséparables et vont de pair. C'est pourquoi nous saluons l'entrée de la Roumanie et de la Bulgarie dans l'UE en janvier 2007.

La perspective d'adhésion à l'UE a suscité un espoir et conduit à des réformes dans les pays de l'Ouest des Balkans et en Turquie. Il importe de respecter les engagements pris ainsi que la Charte des Droits fondamentaux et de soutenir les populations tout au long des processus d'association et d'accession.

En tant que personnes de différentes cultures et traditions en Europe, nous soulignons l'importance du dialogue interculturel et interreligieux. L'Europe abrite de nombreuses nations, cultures et religions. Nous invitons les autres religions à un dialogue sur des sujets d'intérêt commun. Elle attire aussi des migrant(e)s, des réfugié(e)s et des demandeurs/euses d'asile. Nous insistons sur l'importance de la protection des personnes victimes de persécutions, de conflits violents et de l'injustice de structures économiques. Nous souhaitons contribuer à l'« Année européenne du Dialogue interculturel » en 2008. Pourtant, de telles initiatives ponctuelles restent insuffisantes. Nous en appelons à vous, dirigeant(e)s politiques, à prendre des mesures pour assurer un dialogue à long terme, et nous nous engageons nous-mêmes à travailler avec vous.

### **2.3 Europe et mondialisation**

La richesse de l'Europe contraste fortement avec les conditions de vie des gens dans de nombreuses parties du monde. L'UE et les autres Etats européens ont la responsabilité d'œuvrer pour une économie mondiale équilibrée reposant sur des relations commerciales justes, des politiques de migration équitables et la fin de l'exploitation économique. A l'heure actuelle, les populations des pays en développement ont l'impression que les politiques européennes vont plutôt dans le sens inverse.

Il faut aussi s'atteler à trouver des solutions à la répartition inéquitable des richesses en Europe. Sa richesse contraste avec son chômage et le fossé grandissant entre riches et pauvres. Dans leur travail social, les Eglises en voient les effets sur le terrain où elles sont bien souvent le dernier recours pour celles et ceux qui sont tombés à travers les mailles du filet de protection sociale.

La richesse de l'Europe est aussi liée aux ressources énergétiques qu'elle consomme. Face au changement climatique, l'UE doit poursuivre son rôle de moteur et faire en sorte que tous ses Etats membres honorent les engagements pris dans le cadre du protocole de Kyoto, tout en se préoccupant sans tarder de l'après-Kyoto. Il faut aussi prendre d'urgence des initiatives pour développer les sources d'énergies renouvelables. La politique énergétique de l'UE doit s'occuper efficacement des aspects environnementaux et économiques liés aux lieux où l'énergie est produite.

Les problèmes sociaux, économiques et écologiques sont au cœur de la mondialisation, processus qui recèle à la fois des chances et des défis. Le clivage entre pauvreté et richesse est perpétué par un système de valeurs économiques et matérialistes, avec ses conséquences néfastes sur les relations humaines, les cultures et les identités. Nous appelons les dirigeant(e)s politiques à œuvrer pour développer un meilleur équilibre entre politiques économiques, sociales et écologiques, dans lequel les politiques sociales et écologiques font partie intégrante de la politique générale et cessent d'être un simple correctif à la politique économique. Ceci doit devenir une priorité majeure au moment où l'Allemagne s'apprête à prendre la présidence de l'UE et du G8 en 2007.

#### **2.4 Une Europe humaine**

Les gens ordinaires se sentent loin des processus de prise de décision toujours plus complexes des Institutions de l'UE. Les Eglises saluent les initiatives visant à entrer en dialogue avec les citoyen(ne)s européen(ne)s telles que le « Plan D ». Nous nous inquiétons cependant de leur impact limité jusqu'à présent. Les Eglises sont prêtes à soutenir et à participer à l'initiative « Citoyens pour l'Europe » et espèrent que de réels efforts seront fournis pour engager un véritable dialogue avec tous les secteurs de la société. Ce serait une façon de mettre en œuvre le « dialogue ouvert, transparent et régulier » prévu aux articles I-47 et I-52 du Traité constitutionnel.

Les Eglises, après s'être engagées activement dans le processus du Traité constitutionnel, lui apportèrent un soutien sous réserve. Les Eglises réitèrent leur appel aux politicien(ne)s à écouter la voix des gens ordinaires, en particulier les voix qui estiment qu'on a trop insisté sur les objectifs militaires et prévu des crédits insuffisants pour la dimension sociale.

Le récent et futur élargissement de l'UE suppose un processus de prise de décision plus efficace et plus transparent. Nous encourageons les dirigeant(e)s politiques à trouver et codifier un accord contraignant, fondé sur la vision d'une Europe juste, durable et participative.

### **3. Europe : espérance et engagement**

L'histoire de l'Europe n'est pas seulement jalonnée de guerres et de conflits violents dans lesquels les Eglises ont parfois été impliquées, mais aussi de nouvelles percées politiques, économiques, scientifiques et culturelles. Le renouveau de la foi chrétienne aidera les sociétés européennes à conserver leur identité et à développer les valeurs qui constituent le cœur de la civilisation européenne.

Nous nous engageons à défendre les valeurs fondamentales contre toutes les atteintes et à résister à toute tentative d'abuser de la religion à des fins politiques ainsi qu'à présenter le plus possible ensemble nos préoccupations et points de vues aux institutions séculières européennes. C'est ainsi que nous nous engageons à contribuer à l'avenir de l'Europe et à faire d'elle un continent d'espérance. Nous plaçons notre espérance en Dieu, comme le dit ce passage de la Lettre de l'Apôtre Paul aux Romains, qui résume l'esprit de la Charte Œcuménique :

« Que le Dieu de l'espérance vous comble de joie et de paix dans la foi, afin que vous débordiez d'espérance par la puissance de l'Esprit-Saint » (Romains 15, 13)

Bruxelles, le 13 décembre 2006  
(Traduction de l'original anglais)